

façon adéquate et pour encourager les investissements nécessaires au développement du pays.

Nous ne serions pas en proie, comme nous le sommes actuellement, à une crise d'emploi ou plutôt de sous-emploi. Le Canada compte environ 500,000 chômeurs, dont 70,600 se retrouvent dans la seule ville de Montréal. Ce sont les chiffres les plus récents que l'on vient de publier.

Si le ministre ou le gouvernement avait demandé à la Banque du Canada, comme je l'ai dit plus tôt, de lui fournir les fonds nécessaires pour administrer les affaires de l'État, nous ne serions pas aux prises avec un problème semblable. Le ministre n'aurait pas à déboursier, cette année seulement, la somme de \$1,406,849,000 pour l'intérêt sur la dette nationale. Si l'intérêt sur la dette nationale était éliminé, il n'y aurait pas de déficit budgétaire, et l'honorable ministre ou le gouvernement pourrait continuer à favoriser les investissements publics. Il pourrait éviter bien des problèmes et, en plus, augmenter considérablement l'aisance des familles canadiennes, c'est-à-dire des consommateurs et des contribuables. C'est là, je pense, la première préoccupation d'un gouvernement, et c'est ce que le gouvernement actuel semble oublier trop souvent.

Cet après-midi, l'honorable ministre ne nous a pas mentionné ce qu'il entendait proposer pour améliorer la situation. Le représentant du parti conservateur progressiste n'a pas offert de solution, et celui du Nouveau parti démocratique a offert des solutions socialistes qui sont déjà désuètes dans d'autres pays où on les a mises en vigueur depuis 10, 20 et même 50 ans.

Il semble, monsieur le président, que l'honorable ministre ne veuille pas reconnaître la solution créditiste, soit celle de se servir de la Banque du Canada—notre banque, la banque des Canadiens—pour créer les capitaux nécessaires à l'administration du pays. Nous ne lui suggérons pas de créer tous les capitaux, mais nous lui disons que la Banque du Canada devrait investir dans le secteur public, tandis que l'épargne des citoyens servirait à l'investissement privé.

Ce faisant, je suis d'avis qu'on pourrait régler bien des problèmes, dont celui de l'habitation.

● (4.50 p.m.)

L'honorable ministre nous a dit que l'an passé, on n'avait pas construit autant d'habitations qu'on avait proposé. On nous en promet encore plus cette année, mais, si l'on se fonde sur l'expérience des années passées, nous savons d'avance que ce niveau ne sera pas atteint, parce que les taux d'intérêt sur les prêts à l'habitation, s'ils sont attrayants

pour l'investisseur, ne le sont pas du tout pour celui qui veut devenir propriétaire. Pour cette raison, je pense qu'on aura peut-être des financiers pour construire des maisons, mais personne pour les acheter.

Monsieur le président, le gouvernement n'a ainsi pas de solution à offrir. L'honorable ministre n'a rien apporté de nouveau aux choses que nous connaissons déjà. S'il veut être sérieux, il devra chercher ailleurs que dans le vieux système que nous connaissons depuis tant d'années. Autrement, l'inflation continuera d'augmenter, parce que l'honorable ministre continue d'administrer de la même façon.

En conséquence, monsieur le président, le ministre des Finances ne devrait pas boudier les propositions du Crédit social. Je suis convaincu qu'il les a étudiées et, comme il l'a déjà déclaré, s'il n'est pas libre d'agir, il devrait au moins nous dire ce qui l'en empêche. Si ce sont les gros financiers qui mènent le monde ou notre pays, qu'il sache bien que le peuple canadien est prêt à appuyer le parti politique qui tentera de débarrasser le Canada de ces financiers qui sont cachés derrière les rideaux. Je pense que l'honorable ministre sera assuré, à ce moment-là, de l'appui de tous les Canadiens. Tant et aussi longtemps qu'un gouvernement ne voudra pas prendre des mesures pour améliorer la situation actuelle, nous continuerons d'être victimes du chaos qui règne présentement.

On n'a pas à s'en prendre ni aux États-Unis, ni à l'Angleterre, ni aux autres pays d'Europe. On nous dit qu'ils éprouvent également des difficultés avec leur système monétaire. Or, s'ils ont des difficultés, ne suivons pas leurs méthodes, et prenons-en de nouvelles; étudions-les consciencieusement et attentivement, pour le plus grand bien des contribuables canadiens.

Monsieur le président, je pense qu'au cours de ce débat, nous aurons l'occasion d'entendre à nouveau nos porte-parole qui tenteront de préciser davantage les arguments que j'ai avancés cet après-midi. Je n'ai eu que peu de temps pour étudier la déclaration de l'honorable ministre, mais je suis encore d'avis que l'honorable ministre ne nous a rien appris cet après-midi.

Il a essayé de nous dire qu'il n'y avait pas de crise financière au Canada ou dans le monde. Mais si l'on étudie les événements qui se produisent actuellement un peu partout, je me demande, monsieur le président, si l'on n'est pas en face d'une crise mondiale semblable à celle de 1929 ou si, prochainement, on ne sera pas en face d'une guerre mondiale comme celle qui a éclaté en 1939. Eh bien! les deux sont à éviter!